

BULLETIN DE CONTRE-INFO EN CÉVENNES



N°6
octobre 2008

N'hésitez-pas à faire part de vos écrits, réflexions,
critiques, infos... à contreinfo7@riseup.net
<http://contreinfo7.internetdown.org>

Le pire est à venir...à moins qu'on ne trouve la force d'en finir



Les accès de fièvre spéculative et les inévitables paniques et effondrements qui s'ensuivent, toujours lourds de conséquences sociales, sont les symptômes, et non la maladie elle-même.

Ces crises jalonnent l'histoire du capitalisme depuis ses origines, et démontrent, s'il en était besoin, le caractère intrinsèquement maldif du rapport social d'exploitation du travail par le capital.

Ce rapport social est basé sur la propriété privée des moyens de production ; propriété qui divise le monde en deux catégories ou classes sociales antagonistes.

Ceux qui les possèdent excluent les autres, et ces autres, dépendants des premiers, en sont réduits à se louer, travaillant pour enrichir les possédants et donc accroître leurs possessions.

(On a généralement appelé les possédants des bourgeois, et les dépossédés des prolétaires. Ces termes sont méprisés, voire niés depuis une vingtaine d'années, du fait, notamment, de la domination écrasante de la bourgeoisie, dans le rapport de force qui l'oppose au prolétariat depuis cette époque).

C'est une spirale infernale, une course effrénée à l'accumulation de capital qui n'a d'autre horizon qu'elle-même. Cette accumulation se réalise dans le processus de production, où la bourgeoisie utilise la force de travail du prolétariat pour créer de la richesse, dont une partie s'ajoutera au capital de départ. Ce plus grand capital, utilisant plus de travail, créera plus de richesse, qui créera plus de capital et ainsi de suite. Ce processus est censé ne jamais avoir de fin et se pare des notions de progrès, de croissance, de développement, artificiellement adossées à celles d'intérêt général et de bien-être pour tous.

...suite page2

S o m m a i r e

Le pire est à venir... - 1-2
Cristina, Edvige, Ardoise, Fnacg
et les autres... - 3
Pour quoi nous luttons - 4-5
Biométrie à l'école- 5-

Tricastin: Mascarade pour un *Die-in* - 6
Le Nucléaire c'est Capital - 6-7
L'Étranger, le Juge et les Collabos - 8
Adn, en rupture de banc- 8
Agenda- 8

La fièvre spéculative et la crise qui la suit n'est pas autre chose que l'exacerbation de ce rapport social, l'impulsion est la même. Accumuler pour accumuler, toujours plus, toujours plus vite, en postulant que tel ou tel marché connaîtra une croissance sans fin. Pour celle qui nous concerne, il s'agit de l'immobilier et du crédit. En 1636 ce fut la tulipe en Hollande ; en 2000, les nouvelles technologies, demain les émissions de CO² ou n'importe quoi d'autre, tout est bon pour le pognon.

Il est de bon ton, en période de crise, de fustiger la spéculation, les excès du marché, et d'en appeler à des réformes, à de nouvelles réglementations, la moralisation de la finance..., moralisation mon cul ! Les chroniques en tout genre ne manquent pas dans les médias, et les politiques s'en gargarisent pour justifier le rôle de pompier des Etats et les coûts énormes de leurs interventions. Ces coûts seront supportés par tous, frappant plus durement, comme c'est la règle, les plus faibles. La brusque augmentation, à travers le monde, des populations ne pouvant plus s'acheter leur nourriture le montre assez. Les prix des matières premières, notamment alimentaires, ont en effet fortement augmenté depuis le début de la crise en août 2007, provoquant les fameuses "émeutes de la faim" dans des dizaines de pays.

L'Etat, pompier de l'embrasement de la finance internationale. Mais c'est de pompier pyromane qu'il s'agit ! Les Etats ne sont ni dissociables, ni opposables au capitalisme, ils en sont les instruments. Ils jouent les amortisseurs en période de crise, pour mieux souffler sur les braises en période de prospérité. Il suffit d'étudier les politiques économiques, des années 80 jusqu'à nos jours, pour s'en rendre compte. Sans compter que la fameuse doctrine de privatisation des profits et socialisation des pertes, rigoureusement appliquée dans tous ces plans de sauvetage, équivaut à un encouragement à toutes les aventures : « allez-y à fond, de toute façon on paiera les pots cassés ».

Le scandale ce n'est pas la crise et ses profiteurs, c'est qu'il existe une économie de marché. C'est que toute activité humaine, toute vie animale et végétale, toute matière organique ou minérale soit devenue une marchandise. C'est qu'on puisse s'approprier l'eau, la terre, la vie ; c'est ça le scandale. Et personne ne semble assez sain d'esprit pour le relever.

Les Etats, les banques centrales, les organisations internationales mettent leurs efforts en commun pour limiter les effets de la crise et hâter le "retour à la

normale". Outre que personne ne peut prédire les effets de cette crise si ce n'est qu'ils seront destructeurs, ni ne peut juger de l'efficacité des mesures, ce "retour à la normale", cette continuité du business n'est pas souhaitable.

L'exploitation s'exerce à l'échelle de la planète. La richesse des pays industrialisés est indissociable des camps de travail en Chine (laogai) et des famines structurelles en Afrique. L'économie de marché, la libre entreprise mondialisée avance son abjection sur un charnier lui aussi mondialisé.

L'accumulation est pathologique et mortifère par essence. Il est temps de passer à la propriété collective des moyens de production, organisée à la base, sans Etat ni délégation de pouvoir d'aucune sorte : au communisme. Il faut détruire l'idée même de propriété privée, que plus personne ne puisse accumuler. Il s'agit de détruire le capitalisme. Tout est à tous.

Reste à s'organiser à la base, où chaque personne à son mot à dire, pour reprendre les moyens de notre existence collective à ceux qui l'ont privatisée.

Il est temps d'empêcher les psychopathes de l'accumulation et du pouvoir de nous nuire.

Que pas un bureaucrate

Que pas un chef d'entreprise

Que pas un représentant du peuple

Ne survive dans sa fonction !

Il s'agit de décider nous-mêmes de ce que nous ferons et de ne laisser personne le faire à notre place.

De répondre à nos besoins par nous-mêmes, pour nous-mêmes.

La continuité, la normale, la pérennité de ce système, de ce rapport social, nous conduit à la mort à échelle industrielle.

Je ne serais pas surpris que le slogan « la liberté ou la mort » prenne une acuité rarement atteinte dans les prochains temps.

Nous en finirons avec ce système ou il en finira avec nous. Les économistes proclament partout la fin du dogme du « laisser-faire ».

Effectivement, nous ne pouvons plus les laisser faire ; continuer à s'en remettre à la bourgeoisie et à ses institutions revient à jouer à la roulette russe. Le soulagement du "clic" est aussitôt suivi de l'angoisse du prochain coup, accompagnée de la certitude que la balle finira par nous éclater la cervelle.

Qu'avons nous à perdre en quittant la partie ?

Notes

- Pour une compréhension plus précise des mécanismes des crises, on peut se reporter au texte de John Kenneth Galbraith :

Brève histoire de l'euphorie financière, paru dans un recueil intitulé **Economie hétérodoxe**, aux éditions du Seuil.

- Pour ce qui est de la crise actuelle, se reporter à l'article de Frédéric Lordon paru dans *Le Monde Diplomatique* de septembre 2007 intitulé **"Quand la finance prend le monde en otage"**.

- Pour une analyse plus complète de la situation, se reporter au texte

de Gilles Dauvé et Karl Nestic intitulé **"Demain Orange"**. Paru en 2006, ce texte pointe les "tendances déséquilibrantes" du capitalisme moderne et conclut sur la forte probabilité d'une crise majeure "sans commune mesure avec les précédentes". Il est téléchargeable sur internet.

Le gouvernement a pondu récemment un décret modifiant le fichier Edvige en fichier Edvirsp, qui excluerait désormais le recensement des personnalités politiques, syndicales ou religieuses, et toute mention sur la sexualité ou la santé, mais concernera néanmoins toute personne susceptible de « porter atteinte à la sécurité publique », c'est à dire tous ceux qui tenteraient de s'insoumettre à l'ordre économique, moral et social, et ce dès l'âge de 13 ans. Le 16 octobre, jour de la sainte-Edvige, 150 rassemblements ont été organisés dans différentes villes de France pour s'opposer au fichage, et notamment à la mise en place de la nouvelle génération des fichiers de police et de renseignements. A Mende, une trentaine de personnes se sont réunies devant la préfecture où elles ont diffusé le texte suivant :

Cristina, Edvige, Ardoise, Fnaeg, et les autres.....

Tirons des leçons des erreurs du passé

Pour se maintenir au pouvoir et étouffer toute velléité de révolte, les régimes dictatoriaux recourent à la violence et au contrôle de la population. Sur ce modèle, sous prétexte d'une lutte contre le terrorisme et l'insécurité, la France est engagée depuis une quinzaine d'années dans un processus de dégradation des libertés publiques et individuelles.

L'industrie de la peur

Notre société remplace le pacte social par la peur. Prenant prétexte de chaque fait divers amplifié par les médias, le pouvoir instrumentalise la peur et le malheur des personnes pour durcir la répression, les lois et le contrôle renforcé sur une partie de la population: jeunes, pauvres, immigrés... Mais qu'est-ce que le « contrôle renforcé » sinon la discrimination, l'exclusion, la cause même de l'injustice et de la violence que l'État prétend combattre?

Généralisation de la « prévention répressive »

La situation s'est particulièrement dégradée depuis 2002, loi sur la prévention de la délinquance, qui privilégie la punition à l'éducation. Certains articles s'inspirent de l'eugénisme en visant à déceler, dans les classes défavorisées, le caractère « déviant » des enfants dès 3 ans!

Il existe plus de 40 fichiers occultes ou avoués en France, la plupart illégaux. Le pouvoir actuel tente d'en légaliser plusieurs. Citons:

FNAEG – fichier national automatisé des empruntes génétiques – fichage par prélèvement d'ADN qui ne concerne plus uniquement les délinquants sexuels mais tous les délinquants à l'exclusion de la délinquance financière, et dans l'amalgame, les réfractaires à cette société : jeunes des quartiers populaires, manifestants anti-CPE, faucheurs d'OGM, squatteurs, anti-pub, pétitionnaires, syndicalistes...

STIC – système de traitement des infractions constatées – gère 5 millions de personnes, y compris de simples suspects.

EDVIGE – exploitation documentaire valorisation de l'information générale – devenue EDVIRPE, contiendra des données à caractères personnels (fréquentations - fichage possible sur simple relation avec une personne visée par ce fichier !-, comportement, déplacements, appartenance ethnique, vie sexuelle, opinions politiques, philosophiques, religieuses, et autres appartenances syndicales et associatives)

et concernera dès 13 ans (en totale ignorance donc puisque les mineurs n'auront aucun moyen d'accès à ces informations les concernant) :

- toute personne « ayant sollicité ou exercé un mandat politique, syndical, économique ou jouant un rôle institutionnel, économique, social, religieux significatif », c'est-à-dire tous les acteurs de la vie de la cité !

- ainsi que quiconque considéré par la police comme simplement « susceptible à l'avenir », et de manière totalement hypothétique, de porter atteinte à l'ordre public, c'est-à-dire tout le monde arbitrairement !

CRISTINA – centralisation du renseignement intérieur pour la sécurité du territoire et les intérêts nationaux – censée surveiller les mouvements subversifs, sera utilisé par la DCRI (direction centrale du renseignement intérieur), fusion de la DST et RG, qui passera de 2000 à 4000 policiers et qui aura comme mission la surveillance des communications électroniques et radioélectriques. L'opacité la plus complète règne sur le fonctionnement de ce fichier, qui apparaît comme aussi arbitraire et plus dangereux encore que le précédent. Il n'est soumis à aucun contrôle de la CNIL (commission nationale informatique et liberté).

ARDOISE répertorie les infractions et leurs auteurs supposés.

En plus de tout ce fichage, la vidéo surveillance est démultipliée, le prélèvement ADN prétend s'étendre à tout témoin, c'est-à-dire potentiellement à tous, et voici que la biométrie et les nano-technologies s'introduisent jusque dans les écoles. Que prétendent-ils faire à nos enfants? Que reçoit-on en échange quand notre vie privée et notre liberté nous sont volées? Toujours plus de contrôle social, mais dans quel but?

Si cet arsenal sécuritaire représente une manne pour les industries florissantes de la peur, pour nous tous, c'est l'entrée dans l'ère du totalitarisme qui se joue dans cette décennie.

Pour toutes ces raisons, l'observatoire des atteintes aux libertés publiques OALP48 exige le retrait des lois dites de prévention de la délinquance ainsi que les fichiers EDVIRP, CRISTINA, ARDOISE et consorts qui constituent une dérivation d'un pouvoir ayant peur de son Peuple.

Observatoire des attentes aux libertés publiques (48)

POURQUOI NOUS LUTTONS

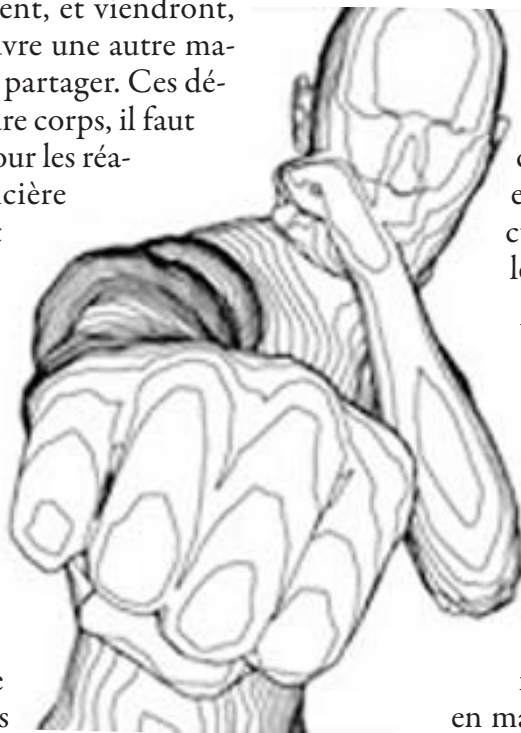
Les Cévennes sont touchées par l'entreprise de restructuration et de modernisation capitalistes à l'oeuvre sur l'ensemble du territoire - et plus largement dans le monde, pays riches et pauvres confondus. Loin de l'image d'Epinal du paysan bourru cultivant son banuel et ramassant ses châtaignes, la région mue sûrement en une zone touristique prisée et une retraite bucolique pour « rurbains » fortunés. Stevenson et son âne ne sont plus là que pour vendre des cartes postales et des « éco-randonnées » à des touristes avides de paysages « sauvages », qui paient pour échapper à leur quotidien ultra-civilisé le reste de l'année.

L'endroit est si beau en effet, et il fleure encore bien bon - dans quelques-uns de ses recoins - la « nature sauvage », le silence face au brouhaha assourdissant de notre civilisation technologique. Ici où il y a de l'espace et où tant de terres et de bâtiments sombrent lentement dans l'oubli, certains viennent, et viendront, pour expérimenter et mettre en oeuvre une autre manière de vivre, d'habiter, d'aimer, de partager. Ces désirs qui pourraient facilement prendre corps, il faut le plus souvent se battre âprement pour les réaliser. Parce que la spéculation foncière fait rage et que le « développement touristique » ne laisse pas place à l'installation d'hommes et de femmes voulant vivre des ressources de l'environnement et de la terre. Parce que la terre et la pierre sont réservés aux plus nantis, de préférence des résidents secondaires. Face à cela, la réponse de ceux et celles pour qui la terre, le logement et les besoins vitaux ne devraient pas être des marchandises, est parfois l'occupation illégale de terrains et de maisons abandonnés depuis des lustres par leurs propriétaires, ou encore la construction de cabanes ou autres habitats dits légers que la loi réprime. Mais il n'est pas tolérable pour les puissants qui nous gouvernent et pour les bonnes consciences locales que des personnes vivent et s'auto-organisent contre cette société d'exploitation et de domination.

Habiter et s'organiser collectivement, à 5, à 10, à 20, c'est se donner les moyens d'échapper au sort innommable qu'on voudrait nous faire : vendre sa force de travail contre un salaire de misère pour engraisser un patron et survivre sans joie en consommant de la merde ; famille sans amour, animal de compagnie, pavillon-parpaings, psychotropes légaux ou illégaux

(télé, alcool, médicaments, tourisme, stupéfiants, lèche-vitrine, voter une fois tous les cinq ans) pour décharger ses frustrations et oublier l'absurdité de cette existence ; une vie entière qui nous échappe. Parce que cette vie atomisée (en couple, en famille ou tout seul) dans lequel le système voudrait nous parquer nous rend fragiles, peureux et sans défense. Parce que nombreux, nous sommes bien plus forts face aux conditions qui nous sont faites et aux multiples attaques que nous subissons (administratives, judiciaires, au boulot,...). Parce que nous sommes pour le partage, la solidarité et l'entraide, contre le chacun-pour-soi à tout prix, contre l'Etat et la propriété privée.

L'autonomie et l'auto-organisation sont les piliers de ces manières de vivre, et des luttes qui leur sont indissociables. Contre le machiavélisme dominant, il faut affirmer que les moyens contiennent les fins, et



laissent entrevoir la vie et le monde pour lesquels on se bat. L'efficacité ne se mesure pas à l'aune de la reconnaissance officielle ou au nombre de bulletins engrangés, mais à la joie que procure la bataille, à la cohérence entre les idées et la pratique, et aux complicités sincères qui se tissent dans ces moments.

L'autonomie (alimentaire, énergétique, médicinale, etc.) est inséparable d'un processus révolutionnaire de destruction de l'Etat et du démantèlement de la société techno-industrielle. Le capitalisme attaque les sources mêmes de la vie - la terre, la nourriture, l'eau - en les transformant en marchandises. Il ne s'agit pas de lutter pour s'aménager une paisible retraite bio-équitable, un abri au milieu du chaos social et écologique, en marge de celui-ci. Les marges, en faisant l'économie d'une véritable rupture - en paroles et en actes - avec le pouvoir, sont toujours récupérées par celui-ci (par exemple le discours écologique), et assurent ainsi sa mutation et sa pérennité. Elargir et multiplier les espaces d'autonomie ne peut pas être distinct de la subversion du présent ordre des choses.

L'auto-organisation des luttes signifie l'autonomie face à tous les partis, associations représentatives et autres syndicats. Des siècles et des siècles de luttes populaires, paysannes ou ouvrières, ont mis en oeuvre ces principes d'auto-organisation et d'action directe : hommes et femmes défendant leurs propres causes par

leurs propres moyens, en dehors des professionnels de la négociation qu'on a collés dans les pattes du prolétariat pour le faire taire, lui *prendre sa voix*, le neutraliser. Lutter sans porte-parole ni responsable, sans parti qui nous représente. Expérimenter ainsi des moments de rupture ; arracher à la domination et au capitalisme des espaces et des territoires qui sont nos seuls *sièges*. Dans cette perspective, il n'y a rien à négocier car seule la reddition se négocie, au prix de son âme et de son combat. Les interlocuteurs officiels ou para-officiels du pouvoir le savent bien (c'est leur gagne-pain). Il n'y a rien à négocier car rien de ce que ce monde marchand pourrait nous lâcher ne nous satisfait. Voilà bien, en réalité, ce qui sème le trouble et la panique chez les « bien-pensants ».

Toutes les institutions, les valeurs et les serviteurs du pouvoir sont à critiquer, en paroles et en actes. La Police, tout comme la Justice, sont là pour défendre l'Ordre de ceux qui ont, contre les désordres de ceux qui n'ont pas. L'ordre du chacun à sa place et tais-toi, donne ta voix à une urne ou un chef on se charge du reste, ou gare à toi ; le bon ordre du Marché, quels que soient ses déraillements planétaires. La Police est le bras armé de cet ordre économique et social et de la justice de classes qui l'assied, expulsant et détruisant, comme ce fut le cas au Prat del Ronc le 22 juillet 2008 (un an après l'anéantissement de la Picharlerie à la pelleteuse, en juillet 2007).

De tous temps Police et Justice ont jugé, déporté, assassiné, et collaboré avec les pouvoirs les plus criminels. La violence est celle-ci, et non pas la rage qu'on reproche toujours à ceux qui se battent pour la destruction de toute forme de domination et d'exploitation, et pour la possibilité à chacun de vivre comme il l'entend, sans écraser son semblable. La violence, ce sont les conditions de vie qui nous sont faites, l'air que nous respirons, les poisons industriels que nous avalons jusqu'à ce que mort s'ensuive. Nous refusons de nous taire et de déléguer à d'autres nos existences. Nous refusons que nos vies soient dictées par la peur, la peur d'enfreindre ces lois injustes, la peur de la coercition, déclinée sous des formes de plus en plus nombreuses et sophistiquées.

Les médias officiels pratiquent quant à eux la désinformation d'un revers de plume ou d'un sifflement. Ils sont l'outil de propagande privilégié des pouvoirs en place (locaux ou nationaux). Le citoyennisme, pour sa part, trouve des réponses partielles, cloisonnées et individuelles, à des problèmes globaux. Il entretient l'illusion qu'on peut changer le monde... sans le changer. Il constitue souvent, en amont ou en aval de la Police, le moyen le plus efficace pour désamorcer, dans le calme, les conflits. Les conflits ne sont pas à désamorcer. Ils doivent éclater, et qu'un souffle neuf en jaillisse. Le citoyennisme est une nouvelle idéologie

qui permet au pouvoir de se renouveler sous des habits neufs.

Il est nécessaire de s'opposer à tous ceux qui collaborent aux politiques d'écrasement des luttes, et de contrer ceux qui voudraient taire ou dénigrer les motifs et les moyens de lutte employés. Les questions du logement, de l'accès et de l'usage des terres en Cévennes sont des questions sociales qui se poseront avec de plus en plus d'acuité dans les années à venir. De même, l'auto-organisation, en dehors de toute médiation et de toute structure officielle, est une forme de lutte qui revient avec force dans de très nombreux conflits sociaux (ouvriers, étudiants, etc.), vu la fonction de cogestion du pouvoir - désormais claire pour tous - des syndicats moribonds et autres organismes certifiés. Les politiques d'expulsion et de terre brûlée mises en oeuvre par la préfecture de Lozère - entre autres - et quelques propriétaires revanchards ces dernières années, n'y feront rien. On peut se débarrasser d'un « squat », d'une cabane ou d'une yourte soi-disant illégales, mais on n'éliminera ni ceux et celles qui y vivent, ni les questions sociales qu'ils posent et les formes d'organisation qu'ils développent.

Nous sommes solidaires de quiconque souhaite sincèrement en finir avec la domination actuelle et son cortège d'aberrations. Pour un monde et une humanité débarrassés des tares du capitalisme !

La terre à ceux qui la cultivent !

Guerre aux palais, Paix aux chaumières !

un collectif en Cévennes
(collectifencevennes@no-log.org)

Combattre la biométrie...

Pour contrer les dispositifs biométriques, dans les établissements scolaires notamment, pendant que certaines bornes sont parfois détruites (comme à l'université Lyon 2, au lycée de la Vallée de la Chevreuse ou dans celui de Gif-sur-Yvette en banlieue parisienne), des collectifs se mettent en place là où l'invasion des mouchards high-tech se fait sentir. Dans l'Hérault, le collectif « non à l'éducation biométrique », qui rassemble parents d'élèves et organisations citoyennes, s'est créé afin de dénoncer l'installation de machines destinées à reconnaître les contours de la main pour conditionner l'accès à certaines cantines scolaires.

TRICASTIN : MASCARADE POUR UN DIE-IN

Environ 300 manifestants (seulement !) étaient rassemblés le 25 octobre devant le site nucléaire de Tricastin (Vaucluse).

Beaucoup d'organisations : Sortir du nucléaire, Greenpeace, les Verts, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste)..., étaient bien sûr présentes. Elles ont fait leur petit commerce (vente de journaux, de T-shirts, de stickers, ...) et se sont prises en photo devant les honteuses cheminées afin de pouvoir reprendre l'événement dans leurs colonnes. Et, pour la grande soupe médiatique, une belle photo de famille ! Tout cela, serré de près par une centaine de gardes mobiles, de nombreux RG et autres membres de la BAC (brigade anticriminalité). Plusieurs voitures de manifestants sont bloquées au péage de l'autoroute, alors qu'un *die-in*

(comprendre « tous allongés par terre ») est organisé devant la centrale, et que beaucoup s'allongent en effet pour simuler une catastrophe. L'ambiance de mort qui règne depuis le début est maintenant visible.

14h30 : la manif part pour une « marche pour la vie ». Nous, c'est une course que nous voulons. Une course pour hâter la fin du système capitaliste et de sa morale.

On pouvait entendre parmi les slogans : « Ni co-existence, ni gestion des nuisances, guerre au capital et à son monde ! », « Ni nucléaire, ni énergies propres, débranchons le Capital ! ».

Autour, la population locale, absente du cortège, regarde, parfois avec un mot de soutien ou de dédain. Il faut dire que la majorité des habitants travaillent, directement ou pas, pour la

centrale. Il est clair ici que les diktats du salariat anéantissent toute forme de contestation.

La promenade se termine sur la place de la mairie, où les récupérateurs de tous bords se font siffler au gré de leurs interventions.

L'opposition à l'industrie nucléaire est vaine si elle ne questionne pas les conditions de son existence, à savoir l'organisation de la production en général, sa concentration, et les chaînes de commandement « démocratiques » qui déterminent les prises de décision.

**DETRUISONS CE QUI
NOUS DETRUIT !**

Le Nucléaire c'est Capital

Les « incidents » nucléaires à répétition, notamment au Tricastin, font la une des médias depuis cet été. Il y a peu, cela occupait tout au plus quatre lignes au fond d'un quotidien local. Ce type d'« incidents » (niveau 0 ou 1) ne s'est pourtant pas multiplié, puisqu'on en relève plusieurs centaines chaque année [1]. On peut donc s'interroger sur cette nouvelle stratégie médiatique de l'industrie nucléaire qu'on nous présente comme celle de la « transparence », et qui suscite des réactions dont les autorités s'étonnent :

« Si à chaque fois que nous sommes transparents, nous provoquons des craintes, il y a un problème »

(Anne Lauvergeon, *Libération* du 19/07/08)

« Le revers de la transparence, c'est le risque de psychose »

(Jean-Pierre Lambertin, maire de Lapalud et vice président du conseil de région. (*Le Dauphiné Libéré* du 18/07/08)

Dans la perspective des nucléocrates, il est logique que les craintes et inquiétudes des populations soient qualifiées de psychose et qu'elles deviennent le centre du problème (et non pas les Kg d'uranium perdus dans la nature). Ils montrent comment ils gèrent la situation : en colmatant les brèches, en mettant les fautifs à l'amende, en indemnisant les riverains, et en exprimant leurs « regrets pour toutes les inquiétudes posées. » [2]. Cette « transparence » a pour effet de banaliser

les accidents nucléaires par un flot d'informations. Ainsi, le tumulus ayant perdu 900 kg de déchets, annoncé le 4 juillet a été complètement recouvert par l'annonce de la première fuite à la Socatri le 7 juillet (74kg). On peut même supposer que cela est un des objectifs, qu'il s'agit de connaître les limites, de savoir jusqu'où peut aller le mécontentement. Et sur ce sujet, les autorités peuvent être rassurées : les populations locales (les cobayes ?) se sont contentées, jusqu'à présent, de demander des indemnités. Cela permet aussi de préparer les esprits au renouvellement du parc nucléaire vieillissant et de vendre le nouveau type de centrales EPR censées être plus sûres, bien qu'expérimentales (Tricastin est candidat pour l'accueillir).

Pas d'inquiétude, c'est démocratique ! En brandissant l'argument de la « Démocratie », l'Etat est là pour rassurer, détourner l'attention, et veut nous faire participer à ce jeu dont il fixe les règles. Et qu'importe si avant, tout était plus opaque que transparent. L'Etat (gouvernements de droite et de gauche) a certes imposé le choix et la poursuite du programme nucléaire (mais en ce qui concerne les accidents, il se targue pour l'instant d'être « transparent et démocratique » [3].) On peut encore aller plus loin : en Biélorussie, ce sont les populations qui n'ont pas été évacuées qui gèrent leur mort lente. Sur les conseils d'experts, elles font elles-mêmes les analyses de radioactivité et tentent de suivre tout un programme de gestes quotidiens pour ne pas trop s'ex-

poser aux radiations. Ainsi, les autorités peuvent affirmer que si les habitants développent un cancer, c'est uniquement parce qu'ils ne respectent pas ces indications. C'est une façon d'autogérer son cancer (ce qui devrait réjouir les partisans de l'autogestion). On ne sera pas surpris d'apprendre que des experts français sont sur place, prennent des notes et tirent des enseignements... [4].

La démocratie n'est peut-être pas parfaite, mais elle protège au moins nos libertés, non ? En plus, elle nous préserve du fascisme ! Pourtant, cette belle démocratie a souvent montré par le passé qu'elle peut décider de s'effacer discrètement pour devenir bien plus autoritaire. En cas d'accident majeur, l'Etat n'organisera pas de réunions avec les différentes instances citoyennes afin de gérer le problème. C'est l'armée qui prendra les choses en main [5]. Si Tricastin nous pète à la gueule, ce sont les militaires qui seront chargés d'évacuer ou de parquer les millions d'habitants de la vallée du Rhône (à l'image du traitement réservé à la population de la Nouvelle Orléans lors de l'ouragan Katrina [6]).

Le nucléaire au moins révèle la démocratie telle qu'elle est : une farce qui nous donne l'illusion que nous décidons, alors que ce sont en réalité quelques élus, dirigeants, et experts (parfois après consultation de militants professionnels et/ou de la population, et seulement en cas d'accidents minimes) qui entérinent les décisions du grand patronat. La démocratie est le mode le plus adapté actuellement à la gestion du capital et donc du nucléaire.

C'est à ce jeu de dupes que participent nombre d'associations citoyennistes. Elles ne parlent que de sortie progressive et non pas d'arrêt immédiat du nucléaire, voire ne font que demander une meilleure gestion et des contrôles plus rigoureux. Elles proposent la réduction de la consommation d'énergie des particuliers, alors que le premier consommateur reste le monde in-

dustriel, celui même qui crée, entretient et reproduit les besoins des particuliers. Elles proposent la mise en place d'énergies alternatives toujours à un niveau industriel, qui restent au service du capital, avec les dangers, nuisances et conséquences socio-économiques que cela représente... énergies propres, alternatives mais mortifères. Que dire enfin de ceux qui s'érigent en lobby antinucléaire pour faire pression sur les élus (qui profitent du nucléaire [7]), ou sur l'Etat, et renforcent ainsi son rôle de gestionnaire pseudo-bienveillant... Sans parler de ceux qui veulent un nucléaire « 100% public, donc moins radioactif ! »...

Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel basé sur l'exploitation du prolétariat et qui produit sans cesse des nuisances (pétrochimie, agro-alimentaire, amiante, nanotechnologies, cancers toujours, etc.). Le nucléaire ne disparaîtra donc que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de le remplacer... ou si un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister. Comme disait l'autre : « Toute contestation partielle rejoint la fonction répressive du vieux monde . »

A BAS LE NUCLEAIRE DONC

A BAS LE CAPITALISME ! (et vice et versa)

irradie.e.s84(a)gmail.com

[1] Selon Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva (le groupe industriel français du nucléaire civil), *Le Dauphiné Libéré* du 18/07/08.

[2] Ibid.

[3] Exemple : le 18 juillet a eu lieu une réunion extraordinaire de la CIGEET (Commission d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques du Tricastin) regroupant élus locaux, représentants de l'Etat, des syndicats de travailleurs du nucléaire, des associations (CRIIRAD, Frapna, etc.), et les industriels du nucléaire (EDF, AREVA, Cogema, etc.). Le seul résultat a été de relier au réseau d'eau de la ville les foyers dont les nappes phréatiques ont été contaminées.

[4] Pour plus d'infos, voir « L'Ethos Biélorusse », dans le *Bulletin de la Coordination Contre la société nucléaire*, n° 2, prin-

temps 2007. A télécharger sur

<http://basseintensite.internetdown.org/spip.php>

[5] Depuis un décret du 8 septembre 2003, en cas d'accident nucléaire se met en place un comité interministériel de la sécurité nucléaire dont le secrétariat général est assuré par le Ministère de la Défense.

[6] En août 2005, l'US Army (avec l'aide de sociétés militaires privées) intervient, évacue les riches, parque les pauvres et abat les récalcitrants.

[7] Pots-de-vin pour les élus, subventions et taxe professionnelle pour les communes, dynamisation et valorisation par l'installation de pôles de compétitivité comme par exemple au Pontet, à Cavaillon ou à Bollène.

L'Etranger, le Juge et les Collabos

Les notables bourgeois que sont le procureur Pagis et le juge Fouqueteau ont eu la fierté de juger la première affaire de sans-papiers de l'année en Lozère. Avec la complicité de son avocate commise d'office qui a elle-même requis un mois contre son client, un voyageur d'origine togolaise s'est fait engeôler pour trois mois dans la maison d'arrêt de Mende. Les chefs d'inculpation retenus contre lui sont : « séjour irrégulier sur le territoire français », « détention de faux administratifs » et « tentative d'obtention induite de faux administratifs »... Trois fourgons de gendarmerie ont été mobilisés dans le village de Bagnols-les-Bains (haute vallée du Lot) pour arrêter l'apatride, alors qu'il tentait d'obtenir des papiers à la mairie. Souhaitant faire de cette affaire un exemple pour contrer toute idée qu'on aurait pu se faire de la « naïveté de notre département » qui n'est pas un « paradis imaginaire », les représentants de la justice de classe ont quand même laissé la possibilité d'une liberté conditionnelle anticipée « en cas de possibilité de reconduite à la frontière » (sic). Il est plus probable, l'Etat du

Togo ne le reconnaissant pas, qu'il prolonge sa peine de prison par un enfermement CRA (Centre de Ré-tention Administratif, camp de prisonnier pour étrangers) avant, peut-être, d'être recondamné, comme c'est trop souvent le cas.

Des condamnations comme celle-ci tombent plusieurs fois par jour dans les tribunaux français. En Lozère non plus, les sans-papiers ne sont pas épargnés.



« ...vous avez perdu votre identité en cours de route. Je ne sais pas comment vous allez vous sortir de cette situation. »

Nous sommes en démocratie. Celle qui nous fait rêver à des principes de liberté, d'égalité... alors même qu'elle nous aliène, nous catégorise en citoyens / non-citoyens (prisonniers, clandestins, marginaux...), et qu'elle affirme que nous n'aurions d'identité propre que dans des re-

gistres et des fichiers, grâce à un laissez-passer avec puce intégrée ou encore dans un code génétique ressemblant étrangement à un code barre en spirale... Et c'est encore au nom de la justice et de la démocratie que le ministre de l'Identité nationale Brice Hortefeux réunit les 27 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice pour s'entretenir sur le contrôle des flux des immigrés et sur l'application de la

« directive retour ». La réunion se tiendra les 3 et 4 novembre prochains à Vichy, provocation ultime...

Rendez-vous est donné le samedi 8 novembre à 14h devant le tribunal de Mende pour affirmer notre solidarité avec cette personne comme avec tous ceux et toutes celles que l'Etat incarne, flique, expulse. Sabotons la machine à expulser.

Ni prisons, ni frontières, ni papiers !

sanspapiersdu4-8@riseup.net

ADN en rupture de Banc

Dans un petit bled entre Aubenas et Mende, en pleine campagne, le soir du 15 août vers 3-4 heures du matin, j'ai cassé une latte en plastique d'un banc public. Le lendemain matin à 9h30 le maire avait déjà prévenu les flics et je me retrouvais convoqué à la gendarmerie la plus proche. J'y ai signé ma déposition et ils ont pris mes empreintes et des photos. Ils m'ont demandé de donner mon ADN, ce que j'ai refusé. L'un des gendarmes m'a dit que j'étais obligé, que je pourrais avoir une amende, etc... On m'a ensuite averti que je devais voir une éducatrice et que j'étais convoqué le 24 septembre au tribunal de Mende. Une fois là-bas mon avocat m'a dit que l'on pouvait annuler toute la procédure car lors de ma déposition au commissariat je n'ai pas été filmé alors que je suis mineur. En gros, toute cette histoire pour rien. On ne me reparla plus de mon ADN. Maintenant je suis bien content de pas leur avoir lâché. Si je l'avais donné, même si la procédure a été annulée, ils l'auraient gardé pendant 40 ans...

AGENDA

St Jean du Gard

- **1 novembre** : à 18 h, à la bibliothèque infokiosque du 152 grand rue, discussion autour du livre *Littérature et Anarchie* en présence de l'auteur. La bibliothèque est ouverte tous les samedis à partir de 14h.

Mende

- **8 novembre** : à 14 h devant le tribunal, rassemblement en solidarité avec un sans-papier incarcéré.

La Borie (proche St Jean du Gard), sous la yourte

14 novembre : à 18h30, discussion sur la lutte, entre 1989 et 91, contre le barrage de la Borie, ses questionnements et leur actualité.

- **29 novembre** :

à partir de 18h, apéro-bouffe, à 20h, projection du film *Escadrons De La Mort, l'école Française*, où comment la doctrine française de la guerre anti-subversive, appliquée en Algérie, fait école partout dans le monde (Amérique Latine, Etats-Unis, ...).

St Germain de Calberte

- **8 novembre** : à partir de 17h, Festival de Théâtre en résistance. Lectures de lettres de sans-papiers. Toto b, une compagnie de femmes haïtiennes, etc.